

Distr.
LIMITEE

TD/B/39(1)/L.3/Add.3
9 octobre 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Trente-neuvième session
Première partie
Genève, 28 septembre 1992
Point 15 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
SUR LA PREMIERE PARTIE DE SA TRENTE-NEUVIEME SESSION

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 28 septembre au 14 octobre 1992

Rapporteur : M. Banmali Prasad Lacoul (Népal)

Additif

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
XII. Questions institutionnelles, questions d'organisation, questions administratives et questions connexes	1 - 31

Chapitre XII

QUESTIONS INSTITUTIONNELLES, QUESTIONS D'ORGANISATION, QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET QUESTIONS CONNEXES

A. Ouverture de la session

1. En l'absence de M. Thomas Ogada (Kenya), président du Conseil à sa trente-huitième session, la première partie de la trente-neuvième session du Conseil du commerce et du développement a été ouverte par M. Jamtono Rahardjo (Indonésie), vice-président.

B. Election du Bureau

(Point 1 a) de l'ordre du jour)

2. A sa 807ème séance (séance d'ouverture), le 28 septembre 1992, le Conseil a élu président de sa trente-neuvième session, par acclamation, M. Gündüz Aktan (Turquie) qu'il avait désigné à la deuxième partie de sa trente-huitième session, conformément à sa décision 338 (XXXIII). (Pour la déclaration faite par le Président après son élection, voir les paragraphes 1 à 4 de l'Introduction).

3. A la même séance, le Conseil a élu les autres membres de son bureau, compte tenu des candidatures convenues à sa première réunion directive (de présession). Le bureau élu était donc composé comme suit :

<u>Président</u> :	M. Gündüz Aktan	(Turquie)
<u>Vice-Présidents</u> :	M. Morris B. Abram	(Etats-Unis d'Amérique)
	M. Abdeljabbar Brahime	(Maroc)
	M. G.V. Gabounia	(Fédération de Russie)
	M. Akio Iljuin	(Japon)
	M. Marian Malecki	(Pologne)
	M. Carlos H. Matute Arias	(Honduras)
	M. Martin Morland	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
	M. Gian Nath	(Maurice)
	M. Ri Tcheul	(République populaire démocratique de Corée)
	M. Jorge Soruco	(Bolivie)
<u>Rapporteur</u> :	M. Banmali Prasad Lacoul	(Népal)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la session

(Point 1 b) de l'ordre du jour)

4. A sa 807ème séance, l'attention du Conseil a été appelée sur deux ajouts à l'ordre du jour provisoire : une subdivision intitulée "Rapport du Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme sur sa vingt et unième session (31 août-8 septembre 1992)", ajoutée au point 11 (Autres questions appelant une décision du Conseil, qui découlent des rapports et activités de ses organes subsidiaires et d'autres organes ou qui s'y rattachent); et, conformément à la décision prise par le Conseil à sa première réunion directive, un nouveau point intitulé "Décision 398 (XXXVIII) du Conseil : Création d'un groupe de travail spécial chargé d'étudier la question des ajustements structurels devant permettre d'assurer la transition en matière de désarmement". En conséquence, les points 13 et 14 de l'ordre du jour provisoire avaient été renumérotés 14 et 15, respectivement.

5. Ayant pris note de ces changements, le Conseil a adopté l'ordre du jour provisoire de la première partie de sa trente-neuvième session (TD/B/39(1)/1). L'ordre du jour adopté a été ultérieurement publié sous la cote TD/B/39(1)/9. (Il est reproduit dans l'annexe I du présent rapport.)

6. A la même séance, le Conseil a approuvé l'organisation des travaux proposée dans le document TD/B/39(1)/Add.1.

D. Constitution d'organes de session

7. A sa 807ème séance, le Conseil a créé deux comités de session pléniers et les a chargés d'examiner les points suivants ainsi que d'en rendre compte :

Comité de session I

- Les voies du développement : résultats, problèmes et réforme des entreprises publiques (point 4);
- Politiques commerciales, ajustement structurel et réforme économique : questions relatives à l'établissement de mécanismes nationaux transparents dans le cadre de la lutte contre le protectionnisme (point 6).

Comité de session II

- Contribution de la CNUCED à la mise en oeuvre du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (point 8);
- Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien, compte tenu de la décision de Carthagène (point 9).

page 4

8. Le Conseil a également décidé que, pendant la deuxième semaine de la session, le Comité de session II se transformerait en comité de session spécial pour étudier le point 7 (Examen des progrès de l'application du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés), étant entendu que le Comité de session II et le Comité de session spécial auraient le même bureau.

Comité de session I

9. A sa 1ère séance, le Comité de session I a élu le bureau suivant :

Président : M. Hugo Cubillos (Chili)

Vice-président/rapporteur : M. E.M. Manakine (Fédération de Russie).

10. Pendant la session, le Comité de session I a tenu ... séances formelles et ... séances informelles.

11. A sa séance de clôture, ...

[A compléter]

Comité de session II

12. A sa 1ère séance, le Comité de session II a élu le bureau suivant, qui devait être aussi celui du Comité de session spécial :

Présidente : Mme Taous Feroukhi (Algérie)

Vice-président/rapporteur : M. Thomas Carter (Etats-Unis d'Amérique).

13. Pendant la session, le Comité de session II a tenu ... séances formelles et ... séances informelles.

14. A sa séance de clôture, ...

[A compléter]

E. Participation aux travaux

15. Les Etats membres de la CNUCED ci-après, membres du Conseil, étaient représentés à la session : Afghanistan, [Albanie], Algérie, Allemagne, [Angola], Arabie saoudite, Argentine, [Arménie], Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, [Barbade], Bélarus, Belgique, [Bénin], Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, [Congo], Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, [Dominique], Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, [Gabon], [Géorgie], Ghana, Grèce, [Grenade], [Guatemala], Guinée, Guinée équatoriale, [Guyana], [Haïti], Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne,

Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, [Liban], Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, [Mali], Malte, Maroc, Maurice, [Mauritanie], Mexique, Mongolie, Myanmar, [Namibie], Népal, [Nicaragua], Nigéria, Norvège, [Nouvelle-Zélande], Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, [Papouasie-Nouvelle-Guinée], Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, [République centrafricaine], République de Corée, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, [Sao Tomé-et-Principe], Sénégal, [Sierra Leone], Singapour, [Somalie], Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, [Suriname], [Tchad], Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, [Zaïre], [Zambie] et Zimbabwe.

16. Les autres Etats membres de la CNUCED ci-après, non membres du Conseil, étaient représentés : Brunéi Darussalam, Lesotho, Maldives, Mozambique, République démocratique populaire lao et Saint-Siège.

17. La Palestine a participé à la session en application de la résolution 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale.

18. La Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement étaient représentés à la session, de même que le Centre du commerce international CNUCED/GATT.

19. Les institutions spécialisées et institutions apparentées ci-après étaient représentées : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale, Fonds monétaire international et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce était également représenté.

20. Les organismes intergouvernementaux suivants étaient représentés à la session : Agence de coopération culturelle et technique, Communauté économique européenne, Fonds monétaire arabe, Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, Ligue des Etats arabes, Organisation de la Conférence islamique, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation internationale pour les migrations, Organisation de l'unité africaine, Secrétariat du Commonwealth.

page 6

21. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées à la session : Catégorie générale : Alliance internationale des femmes, Association internationale du barreau, Chambre de commerce internationale, Confédération internationale des syndicats libres, Confédération mondiale du travail, Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, Union interparlementaire; Catégorie spéciale : Association internationale des banques islamiques.

F. Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs

(Point 1 c) de l'ordre du jour)

[A compléter]

G. Ordre du jour provisoire de la deuxième partie de
la trente-neuvième session ordinaire du Conseil

(Point 1 d) de l'ordre du jour)

[A compléter]

H. Traitement des nouveaux Etats membres de la CNUCED
aux fins des élections

(Point 12 a) de l'ordre du jour)

22. Le Conseil avait examiné la question à sa première réunion directive (de présession), le 21 septembre 1992 (voir TD/B/EX(1)/4, par. 63 et 64.).

I. Composition du Conseil du commerce et du développement

(Point 12 b) de l'ordre du jour)

23. A la 809ème séance, le Président a appelé l'attention sur le fait que la question de la composition du Conseil du commerce et du développement avait été examinée à la première réunion directive, où le Conseil s'était prononcé sur deux demandes d'admission (émanant des Républiques d'Arménie et de Guinée équatoriale). Depuis lors, une nouvelle demande avait été reçue, présentée par la République de Géorgie.

24. A la même séance, le Conseil a accueilli la République de Géorgie parmi ses membres dont le nombre est ainsi passé à 135.

J. Composition du Groupe de travail du plan à moyen terme
et du budget-programme pour 1993

(Point 12 c) de l'ordre du jour)

25. Le Conseil avait examiné la question à sa première réunion directive, le 21 septembre 1992 (voir TD/B/EX(1)/4, par. 66).

K. Désignation d'organismes intergouvernementaux aux fins
de l'article 76 du règlement intérieur du Conseil

(Point 12 d) de l'ordre du jour)

26. A sa 809ème séance, le 29 septembre 1992, le Conseil a noté qu'aucun organisme intergouvernemental ne lui avait présenté de demande de désignation à la première partie de sa trente-neuvième session.

L. Désignation et classement d'organisations non gouvernementales
aux fins de l'article 77 du règlement intérieur du Conseil

(Point 12 e) de l'ordre du jour)

27. A sa 809ème séance, le 29 septembre 1992, le Conseil a décidé de désigner et classer les six organisations non gouvernementales suivantes aux fins de l'article 77 du règlement intérieur :

Dans la catégorie générale :

L'Association des entreprises africaines de commerce extérieur (ASATRADE)
(TD/B/30(1)/R.1/Add.5);

Dans la catégorie spéciale :

L'Association des organismes d'assurance crédit ("Union de Dakar")
(TD/B/39(1)/R.1/Add.1) - admise à participer aux réunions de la
Commission permanente du développement des secteurs de services;

L'Association mondiale des organisations de recherche industrielle et
technologique (WATTRO) (TD/B/39(1)/R.1/Add.2) - admise aux réunions du
Groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du
transfert de technologie;

La Baltic Exchange Limited (TD/B/39(1)/R.1/Add.3) - admise aux réunions
de la Commission permanente du développement des secteurs de services;

La Rural Advancement Foundation International (RAFI)
(TD/B/39(1)/R.1/Add.4) - admise aux réunions de la Commission permanente
des produits de base;

L'Association latino-américaine pour le droit de la navigation et le
droit de la mer (ALDENAVE) (TD/B/39(1)/R.1/Add.6) - admise aux réunions
de la Commission permanente du développement des secteurs de services.

28. Toutes ces organisations non gouvernementales ont en outre été autorisées à assister aux réunions du Conseil du commerce et du développement.

page 8

29. Par ailleurs, le Conseil a noté que l'Association internationale des organismes de commerce d'Etat des pays en développement (ASTRO), qu'il avait classée dans la catégorie générale à la deuxième partie de sa trente-troisième session, avait été rebaptisée Association internationale des organismes de commerce pour un monde en développement, le sigle ASTRO demeurant inchangé.

30. A propos du reclassement proposé des organisations non gouvernementales de la catégorie spéciale, le Président a appelé l'attention sur la note établie par le secrétariat (TD/B/39(1)/CRP.5 et Corr.1) et a rappelé que ces organisations avaient été initialement classées en fonction de l'intérêt particulier qu'elles portaient aux travaux d'une ou deux grandes commissions.

31. Le Conseil a décidé de reclasser provisoirement plusieurs organisations non gouvernementales en fonction des nouvelles commissions permanentes et des nouveaux groupes de travail spéciaux, en attendant de connaître les résultats des consultations que le Secrétaire général de la CNUCED tiendrait avec ces organisations pour s'assurer de leurs souhaits quant à leur participation aux travaux de la CNUCED.

M. Examen du calendrier des réunions

(Point 12 f) de l'ordre du jour)

[A compléter]

N. Incidences administratives et financières des décisions du Conseil

(Point 12 g) de l'ordre du jour)

[A compléter]

O. Questions diverses

(Point 14 de l'ordre du jour)

[A compléter]

P. Adoption du rapport du Conseil

(Point 15 de l'ordre du jour)

[A compléter]